



Besançon, le 7 avril 2022

Vous avez été sollicité.e.s par la direction locale afin d'exprimer vos souhaits pour l'utilisation du Fonds d'Amélioration du Cadre de Vie au Travail des agents (FACVT) pour lequel a été alloué un budget de 10 millions d'euros réparti par directions locales en fonction de ses effectifs soit 68 916 euros pour notre département.

Les propositions devaient porter sur les axes suivants définis nationalement :

- cadre de vie,
- démarche éco-responsable
- sensibilisation aux innovations
- responsabilité sociale de la DGFIP

Diverses propositions sont remontées des services. Elles relèvent soit du CHSCT soit de la dotation globale de fonctionnement. Par exemple, les souris, fauteuils ergonomiques, les formations bien-être (nutrition...) relèvent du budget CHSCT, les créations de salles de convivialités ou rénovations des locaux relèvent du budget général de la DDFiP. Ces propositions ont permis de mettre en évidence nombres de défaillances et de besoins que nous nous attacherons à porter dans les instances dédiées.

Vous avez aussi été nombreuses et nombreux à souhaiter des dépenses équitables sous forme de bon d'achats notamment en monnaie locale (PIVES), chèques-vacances, passe-culture, Ces demandes nous paraissent relever d'une démarche écoresponsable, innovante, améliorant le cadre de vie des agents et ne correspondent pas aux dépenses prises en compte dans les dépenses des budgets cités plus haut.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'intersyndicale soutiendra ces dernières propositions qui toucheraient chaque agent.e de manière équitable. Cependant, jusqu'à présent la DG refuse toute proposition de dépense permettant d'améliorer le pouvoir d'achat des agent.e.s même si elles relèvent bien du cadre initial, c'est-à-dire d'une démarche éco-responsable ou de la responsabilité sociale de la DGFIP ou permettent, au moins indirectement, une amélioration du cadre de vie au travail. Ce qui montre bien le cynisme et le manque de respect que le directeur général a pour ses propres collègues. On peut comprendre que lui n'a pas besoin d'améliorer son pouvoir d'achat, mais ce n'est pas le cas de tous(tes). Pour rappel nous n'avons obtenu aucune amélioration du point d'indice au cours des cinq dernières années ce qui est une première dans l'histoire de notre administration.

**L'intersyndicale défendra ces dernières demandes, écoresponsables et équitables lors du Comité Technique Local prévu le 13 avril.**

**En cas de refus par la DG, cette dernière en portera l'entière responsabilité.**